



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

Résolutions Politiques adoptées par la 8e Assemblée Générale de la WFFP

20 novembre 2024

Préambule

Nous sommes des peuples pêcheurs, divers dans nos identités, genres, races et origines géographiques, et unis par notre mode de vie traditionnel. Il n'existe pas de définition unique des peuples pêcheurs. Selon la région géographique, le pays, le genre, les cultures et les identités, nous utilisons différents termes pour nous définir. Ceux-ci incluent : peuples de la mer, des eaux, des mangroves et/ou peuples pêcheurs ; pêcheurs et pêcheuses traditionnels ; pêcheurs et pêcheuses artisanaux ; hommes et femmes collecteurs/trices et ramasseurs/euses de fruits de la mer, coquillages et crustacés ; peuples autochtones pêcheurs ; pêcheurs/euses côtiers, marins, continentaux et/ou des mangroves ; pêcheurs/euses à petite échelle, entre autres.

Notre force réside dans cette diversité. Nous partageons des caractéristiques communes : des liens profonds avec la nature ; une dépendance à un capital et une énergie minimums ; un travail familial, domestique ou coopératif ; une pêche proche du rivage ; des racines communautaires solides et des formes d'action collective. Beaucoup de nos peuples pêcheurs ont été contraints de migrer vers les villes ou d'autres pays, mais nous maintenons un lien fort avec nos communautés de pêche. Nos pratiques de pêche, tout au long de la chaîne de valeur, sont intensives en main-d'œuvre, peu mécanisées et ont un impact écologique et carbone minimal par rapport à la pêche industrielle.

Dans ces résolutions, nous utilisons le terme inclusif « peuples pêcheurs » pour représenter notre communauté diverse.

1. Pêche industrielle

1.1. Les pratiques de pêche industrielle – incluant le chalutage (de fond, pélagique, à perche, pair et latéral), la pêche à la senne coulissante, les filets dérivants, la palangre, le dragage, les dispositifs de concentration de poissons (DCP), les navires-usines et le transbordement en mer – détruisent les écosystèmes marins à l'échelle mondiale. Ces méthodes dévastent les habitats, les zones de reproduction et les stocks de poissons. L'industrie exploite largement les travailleurs et les travailleuses et entre en conflit violent, sur terre et en mer, avec nos peuples pêcheurs, menaçant et



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

sapant notre souveraineté alimentaire. Pourtant, les gouvernements et les institutions intergouvernementales continuent de soutenir cette industrie et ses pratiques destructrices, à la fois financièrement et politiquement.

1.2. Bien que la pêche dite « Illégale, Non Réglementée et Non Déclarée » (INN) puisse s'appliquer aux navires industriels, les autorités détournent souvent ce terme pour criminaliser nos pêcheurs traditionnels et artisanaux, particulièrement là où les droits de pêche coutumiers et traditionnels sont niés. Nous rejetons l'utilisation de l'INN pour criminaliser nos peuples pêcheurs et maintenons notre opposition à toute forme de pêche industrielle, légale ou illégale.

1.3. La pêche industrielle et l'aquaculture sont interconnectées, car des volumes croissants de poissons capturés industriellement sont transformés en aliments pour l'aquaculture, intensifiant ainsi la pression sur les pêcheries sauvages et sapant notre souveraineté alimentaire.

1.4. La pêche industrielle fait baisser les prix des poissons sauvages, compromettant ainsi nos moyens de subsistance et notre souveraineté alimentaire en tant que peuples pêcheurs.

1.5. Certaines pêcheries industrielles sont certifiées « durables » dans le cadre de différents schémas. Nous dénonçons les fausses certifications, telles que celles du Marine Stewardship Council (MSC), qui légitiment des pratiques destructrices et ne reconnaissent pas ni ne répondent à nos droits et besoins en tant que peuples pêcheurs.

1.6. Les peuples pêcheurs et les jeunes générations sont contraints d'abandonner la pêche traditionnelle sans autre option que de chercher des moyens alternatifs pour subvenir à leurs besoins de base. Beaucoup finissent par constituer une main-d'œuvre bon marché dans le secteur de la pêche industrielle, à la fois en mer et dans la transformation. Cette transition soumet souvent nos peuples pêcheurs à des situations de travail proches de l'esclavage ou à des formes de travail forcé, les obligeant à travailler sans revenu pour leurs familles et à s'endetter auprès de leurs employeurs. Cela les pousse également à recourir à des drogues pour supporter les longues heures de travail. Nous nous solidarisons avec ces travailleurs précaires exploités par les corporations de pêche industrielle.

Le WFFP s'engage à :

1.7. Continuer à dénoncer ces formes destructrices de pêche industrielle ; faire pression sur les gouvernements pour réguler ces pratiques destructrices ; et lutter pour des solutions qui protègent



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

les moyens de subsistance et promeuvent la souveraineté alimentaire des peuples pêcheurs tout en combattant la destruction causée par la pêche industrielle.

1.8. Exposer et résister à la transformation du poisson sauvage en huile de poisson et en farine de poisson pour l'alimentation aquacole. Nous plaiderons contre cette pratique destructrice auprès du Comité des Pêches (COFI) des Nations Unies et dans d'autres forums et processus d'élaboration de politiques nationales et internationales.

2. Aquaculture industrielle

2.1. L'aquaculture industrielle est promue par les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les corporations transnationales et leurs organisations de lobbying, ainsi que par certaines ONG environnementales internationales. L'aquaculture industrielle n'est PAS de la pêche : elle privatise, clôture et détruit nos territoires ; dépossède les peuples pêcheurs de leurs terres et de leurs eaux ; pollue les écosystèmes aquatiques et côtiers avec des produits chimiques dangereux ; alimente l'accaparement des océans et le changement climatique ; et contribue à la criminalisation et à la violence contre nos peuples pêcheurs.

2.2. L'aquaculture industrielle, ou les « usines à poissons », parfois présentées comme des « produits alimentaires aquatiques » ou des « aliments bleus », sont décrites comme des alternatives durables à la pêche de capture et comme un moyen de nourrir la population mondiale. Ces termes servent de façade pour dissimuler la destruction criminelle de la nature et la dévastation des populations. Les promoteurs de l'aquaculture industrielle, en particulier les corporations transnationales, continuent de diffuser des mythes pour protéger leur industrie, qui génère des milliards de dollars, et accumuler encore plus de profits.

2.3. Les corporations transnationales, y compris celles liées aux finances, impliquées dans l'aquaculture industrielle, continuent d'accumuler des profits et du capital. L'ensemble de la chaîne de valeur de l'aquaculture industrielle bénéficie des plans nationaux pour l'économie bleue ou l'économie océanique, en instrumentalisant la planification spatiale marine, les réformes politiques et les subventions pour élargir leurs moyens de production et leur contrôle territorial. En conséquence, les marchés des pays à revenu moyen et élevé sont inondés de produits aquacoles bon marché et de mauvaise qualité – en particulier le saumon et les crevettes –, ce qui fait chuter les prix du poisson sauvage et compromet les moyens de subsistance et la souveraineté alimentaire des peuples pêcheurs.



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

2.4. L'expansion de l'aquaculture industrielle entraîne une augmentation de la violence contre nos communautés, en particulier contre nos pêcheuses, collectrices et ramasseuses de coquillages, qui sont exclues de nos territoires et zones de collecte traditionnels ; victimes de violences genrées, de harcèlement, de criminalisation et d'abus ; et privées de leurs moyens de subsistance traditionnels et de leur souveraineté alimentaire. Dans les zones où l'industrie s'est développée depuis des décennies, nos peuples pêcheurs subissent des tactiques de division qui favorisent la méfiance, affaiblissant notre mobilisation sociale et notre résistance.

2.5. Environ 60 % des mangroves mondiales ont été détruites. Bien que plusieurs raisons expliquent cette destruction, l'élevage industriel de crevettes en est le principal contributeur. Ces précieux écosystèmes fournissent une protection contre les inondations et les tempêtes ; servent de nurseries naturelles pour de nombreuses espèces ; et font partie intégrante des territoires sacrés et traditionnels des peuples de l'eau et de l'océan. Lorsque les peuples pêcheurs résistent aux « usines à crevettes » pour défendre leurs territoires et protéger leurs moyens de subsistance, ils sont confrontés aux politiques ou aux gardes de sécurité privés. Dans le contexte de l'aquaculture industrielle, nos peuples pêcheurs sont souvent victimes de violences armées, avec des preuves de violations des droits humains, notamment des fusillades, assassinats, harcèlements et intimidations.

2.6. L'expansion de l'aquaculture industrielle repose sur le poisson sauvage, ainsi que sur les industries des céréales et du soja. Bien que la proportion d'ingrédients issus de la capture sauvage (huile et farine de poisson) dans les aliments aquacoles ait diminué au cours des dernières décennies, les volumes totaux de poissons sauvages utilisés en aquaculture continuent d'augmenter en raison de la croissance constante de la production aquacole. Cela intensifie la pression sur les stocks de poissons sauvages et les terres agricoles, contribuant également à la déforestation. Cela prive ainsi des millions de communautés rurales et nos peuples pêcheurs de nourriture.

2.7. La pollution et les maladies causées par l'aquaculture industrielle mettent en danger les écosystèmes sauvages. L'aquaculture industrielle utilise massivement des pesticides, des antibiotiques, des fongicides, des promoteurs de croissance, des désinfectants et d'autres produits chimiques. L'utilisation excessive de ces produits cause des destructions massives des habitats côtiers et des mangroves, entraînant la disparition des populations locales de crustacés, de mollusques et de poissons. Ces produits chimiques – dont certains sont interdits mais utilisés illégalement – sont nuisibles aux travailleurs de l'industrie, aux populations côtières vivant à proximité des eaux polluées, ainsi qu'aux consommateurs de produits aquacoles et de poissons sauvages. Plusieurs de ces produits sont cancérigènes et utilisés dans des pays où les réglementations sanitaires sont moins strictes. Leur usage excessif est une cause directe de



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

destruction environnementale, d'insécurité alimentaire, d'appauvrissement des communautés et de graves problèmes de santé pour les travailleurs et les populations vivant à proximité des usines aquacoles.

2.8. Beaucoup de nos peuples pêcheurs sont contraints de travailler dans l'industrie aquacole, y compris sur les navires industriels qui approvisionnent les ingrédients pour les aliments aquacoles, pour pouvoir vivre. Les travailleuses et les travailleurs marginalisés et exploités ne sont pas nos ennemis. Nous concentrons plutôt notre attention sur ceux qui promeuvent et profitent de l'aquaculture industrielle : les gouvernements, les corporations, les organisations internationales et les investisseurs.

Le WFFP s'engage à :

2.9. Continuer à résister à l'agenda du Comité des Pêches (COFI) des Nations Unies sur l'aquaculture, y compris son programme phare « Transformations Bleues ». Cela implique de faire pression sur les délégations des pays membres du COFI ; le Bureau du COFI ; et le sous-comité du COFI sur la gestion des pêches. Le WFFP jouera un rôle actif et de premier plan en tant que membre du Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire (IPC) dans la lutte contre l'aquaculture industrielle.

2.10. Initier un processus pour tous les membres du WFFP afin de documenter les impacts destructeurs de l'aquaculture industrielle et de révéler les noms des corporations, financiers, organisations de recherche, gouvernements et ONG environnementales internationales qui soutiennent cette industrie. Le WFFP s'associera à des alliés clés pour atteindre cet objectif, notamment FIAN et l'Institut Transnational.

2.11. Lancer une campagne mondiale pour dénoncer l'aquaculture industrielle.

2.12. Organiser le tout premier Tribunal Mondial des Peuples des Océans, des Eaux et de la Pêche, avec un fort accent sur l'aquaculture. Ce tribunal sera convoqué en lien avec la prochaine Assemblée Générale du WFFP.

3. Privatisation des pêches

3.1. La privatisation et la marchandisation des pêches conduisent à la centralisation des droits de pêche entre les mains d'une élite minoritaire et à l'exclusion de facto de la majorité de nos peuples pêcheurs. Il y a plus d'une décennie, le terme "Quotas Individuels Transférables" (QIT) a été introduit,



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

mais il a rapidement été largement critiqué en raison des preuves évidentes montrant que ce système de privatisation a entraîné la quasi-disparition des pêches artisanales dans de nombreux pays. En réponse à ces critiques, les promoteurs de la privatisation ont changé de langage et de narratif pour poursuivre le même agenda. Des termes comme "Partage des Captures", "TURFs" (droits d'usage territoriaux dans les pêches) et "Pêche Basée sur les Droits" sont depuis utilisés.

3.2. Plusieurs grandes organisations environnementales tentent de convaincre nos peuples pêcheurs d'accepter la privatisation des droits de pêche. Parmi les groupes les plus dangereux figurent Environmental Defence Fund, Rare et WWF. Ils cherchent à séduire les pêcheurs en promettant des gains économiques considérables une fois que leurs bateaux, zones de pêche ou quotas deviendront des actifs privés protégés par de nouvelles lois. Cette stratégie divise pour mieux régner et crée de profonds conflits entre les rares bénéficiaires (presque toujours l'élite) et ceux qui n'obtiennent rien (souvent les pauvres, les castes inférieures, les femmes, les peuples autochtones et racialisés).

3.3. La Banque Mondiale continue de promouvoir la privatisation et la marchandisation des pêches. En 2012, elle a lancé le Partenariat Mondial pour l'Océan, soutenu par des groupes tels qu'Oceana, Environmental Defence Fund, Rare, WWF, Conservation International, The Nature Conservancy, et de nombreuses autres organisations environnementales, ainsi qu'une longue liste de corporations transnationales. Cette coalition mondiale avait pour principal objectif la privatisation et la marchandisation des pêches à l'échelle globale. Suite à de vives critiques sur cet agenda privatisateur flagrant, la coalition a cessé d'exister. Pourtant, la Banque Mondiale et les partenaires de cette coalition continuent de poursuivre la même idéologie visant à transformer nos territoires de pêche et nos pêcheries en marchandises pouvant être vendues, achetées ou louées par de nouveaux propriétaires.

Le WFFP s'engage à :

3.4. Réitérer sa position claire contre la privatisation et la marchandisation de nos pêches et territoires de pêche, et dénoncer les acteurs, y compris les grandes organisations environnementales, la Banque Mondiale, les banques régionales de développement et les corporations, qui persistent à promouvoir cet agenda.

3.5. Continuer à résister aux efforts des gouvernements pour réformer les politiques en faveur de la privatisation des pêches et refuser toute collaboration avec les grandes organisations de conservation, y compris Environmental Defence Fund, qui promeuvent la privatisation de nos pêches.



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

3.6. Poursuivre la promotion de réformes politiques basées sur les principes de la Souveraineté Alimentaire et des Directives sur la pêche artisanale (voir résolution 19) au lieu de la privatisation de nos pêches et territoires. Le WFFP insiste sur la reconnaissance et la participation de ses membres à l'élaboration des politiques nationales, tout en rejetant l'implication d'acteurs étrangers qui poussent à la privatisation de nos droits de pêche coutumiers.

4. OMC et corporations transnationales

4.1. L'accord global de l'OMC sur les subventions à la pêche, une fois conclu, aura des implications graves pour l'avenir de nos peuples pêcheurs et des peuples autochtones à travers le monde.

4.2. L'OMC vise à réglementer les subventions qui contribuent à une pêche destructrice et non durable, aggravant ainsi l'épuisement rapide des ressources marines. Cependant, dans le cadre des négociations actuelles, nous ne constatons pas de mesures efficaces pour discipliner les flottes de pêche industrielle responsables de l'état actuel des océans. En revanche, les exemptions permettant aux peuples pêcheurs d'accéder au soutien gouvernemental pour la pêche et les infrastructures sont restreintes par l'imposition de conditions irrationnelles.

4.3. Les textes actuels permettent aux pays avancés dans le domaine de la pêche, capables de répondre aux critères de surveillance et autres exigences, d'échapper à tout engagement de réduction des subventions. Cela discrimine les pays plus pauvres et, en particulier, nos peuples pêcheurs. Le texte en négociation contient de nombreuses lacunes qui permettent de maintenir le statu quo et de perpétuer l'état actuel de contrôle très concentré sur nos océans et nos ressources marines.

4.4. La plus grande préoccupation réside dans la provision très limitée de traitement spécial et différencié, qui propose des exemptions pour les membres du WFFP et d'autres peuples pêcheurs dans les pays les plus pauvres. Il est important de souligner que définir des exemptions pour les peuples pêcheurs sur la base de caractéristiques non industrielles ne constitue pas une véritable discipline sur la pêche industrielle. Les efforts visant à réglementer la pêche à grande échelle ou industrielle sont fortement et systématiquement rejetés par les pays qui ont utilisé cette pêche pour établir leur domination commerciale sur les ressources marines dans des pays étrangers pendant des siècles.

4.5. Nous continuons d'exprimer nos préoccupations, car la pêche n'est pas une question qui relève de l'OMC. Les négociations actuelles sur cet accord confirment ces préoccupations. L'accord demeure injuste et déséquilibré et risque de produire exactement l'opposé de ses objectifs déclarés.



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

Le WFFP s'engage à :

4.6. Continuer à exiger que les négociations sur les subventions à la pêche soient retirées de l'OMC et transférées au Comité des Pêches (COFI) des Nations Unies. Ce forum dispose de l'expertise nécessaire pour traiter toute décision politique liée à la pêche.

4.7. Continuer à faire pression sur nos gouvernements nationaux, y compris les délégations des pays à l'OMC et au COFI, pour qu'ils soutiennent notre position.

5. Extractivisme : pétrole, gaz et mines

5.1. Le modèle extractiviste tue nos peuples pêcheurs et détruit nos eaux et territoires. L'exploitation minière, pétrolière et gazière viole les droits des peuples pêcheurs, y compris des communautés autochtones. Les corporations promettent faussement des emplois et du développement tout en violant le droit des populations au consentement libre, préalable et éclairé. Elles utilisent des stratégies de division pour mieux régner, créent des conflits au sein de nos communautés et alimentent la corruption. Les industries extractives polluent nos poissons, nos territoires et nos corps ; déconnectent les populations de leurs pêches traditionnelles et de leurs communautés ; entraînent migration, endettement et dépendance aux substances ; et poussent les pêcheurs à abandonner la pêche traditionnelle pour des travaux précaires et insécurisés.

5.2. L'exploitation minière en haute mer et d'autres formes d'extraction en mer, aux conséquences inconnues mais probablement dévastatrices, sont promues par les gouvernements et les corporations transnationales. L'Autorité Internationale des Fonds Marins est l'un des principaux organes intergouvernementaux ouvrant la voie à une extraction accrue dans les eaux au-delà des juridictions nationales (au-delà de la zone économique exclusive). Nous sommes unis pour exprimer nos préoccupations concernant les impacts de l'exploitation minière en haute mer sur notre mère océan et la vie sur Terre. Nous résistons à l'exploitation minière en haute mer et à d'autres formes d'extraction offshore.

5.3. Nous rejetons également les nouveaux projets extractifs, qu'ils soient offshore, dans les zones côtières ou à l'intérieur des terres, notamment mais sans s'y limiter : l'extraction de pétrole et de gaz, la production d'« hydrogène vert », l'extraction minérale et l'extraction de sable. Ces projets provoquent pollution et contamination, détruisent les stocks de poissons, rendent les communautés locales malades et chassent les populations de leurs territoires traditionnels. Ils ont également des impacts plus larges, sur les communautés en aval (notamment dans le cas des mines situées aux sources des rivières), sur de vastes zones (notamment dans le cas de catastrophes liées aux résidus



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

miniers ou de déversements de pétrole) et sur le climat mondial. Certains projets miniers et gaziers sont faussement justifiés comme contribuant à une « transition énergétique verte », mais ils renforcent le contrôle des corporations et créent de nouvelles formes de destruction environnementale, au lieu de promouvoir la justice climatique.

5.4. Les peuples pêcheurs se mobilisent, protestent et exigent la protection de leurs droits en utilisant des instruments juridiques et des tribunaux populaires. En réponse, ils sont confrontés à des menaces, du harcèlement, de l'intimidation et des assassinats. Nous exprimons nos plus vives préoccupations face aux violations extrêmes des droits des peuples pêcheurs. Nous exigeons la fin de ces violations des droits humains et la fin de l'impunité.

5.5. Les projets de remblayage, les développements industriels portuaires, les projets touristiques, la création de zones économiques spéciales et les projets d'énergie renouvelable peuvent avoir les mêmes effets destructeurs et adhèrent à la même logique extractiviste que les projets pétroliers ou miniers. Nous rejetons ces activités nuisibles, faussement décrites comme des projets de « développement », et appelons à des projets de développement véritablement dirigés par les communautés et fondés sur les droits, façonnés par les revendications et solutions des peuples pêcheurs.

5.6. Les barrages ont un coût social et environnemental très élevé, provoquant le déplacement de milliers de familles et compromettant l'accès des communautés à l'eau potable et à d'autres usages. Les barrages modifient le cours des rivières et bloquent les flux naturels, empêchant les poissons de migrer et de se reproduire. Cela a des conséquences désastreuses pour les stocks de poissons, notamment l'élimination de certaines espèces, ce qui réduit la disponibilité d'aliments sains et nutritifs pour nos communautés locales et détruit les économies locales. Il est largement reconnu, y compris par les agences gouvernementales et l'industrie minière, que les barrages de résidus miniers représentent des infrastructures à haut risque. Pourtant, ces barrages ne sont pas interdits et sont largement utilisés par l'industrie. Les barrages, qu'ils soient destinés à l'extraction minière, à la production hydroélectrique ou à d'autres fins, servent les intérêts du capital au détriment des besoins des communautés.

5.7. L'exploitation aurifère continue de dévaster les écosystèmes et les communautés à travers le monde, malgré l'absence de nécessité industrielle ou sociale critique pour l'or. Le bilan environnemental est accablant : pollution massive de l'eau par des produits chimiques toxiques comme le cyanure et le mercure, destruction des paysages par des mines à ciel ouvert, et drainage acide des mines qui empoisonne les cours d'eau pendant des générations. Extraire une seule once



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

d'or génère des tonnes de déchets toxiques, pourtant la plupart de l'or extrait est stocké dans des coffres de banques ou utilisé pour des bijoux. Nous appelons donc à la fin de l'exploitation aurifère.

5.8. Le WFFP se joint à d'autres groupes de la société civile pour exprimer ses préoccupations concernant la norme IRMA pour une exploitation minière responsable et son système d'audit indépendant associé, souvent utilisés pour « verdir » les impacts dévastateurs de l'exploitation minière industrielle tout en échouant à protéger et à bénéficier aux peuples pêcheurs et aux communautés côtières touchées.

Le WFFP s'engage à :

5.9. Continuer à dénoncer ces formes destructrices d'extractivisme. Le WFFP construira des alliances et rejoindra des campagnes avec des mouvements et organisations alliés pour stopper l'expansion et mettre fin aux projets miniers destructeurs existants.

5.10. Avec ses alliés, le WFFP continuera à rechercher et analyser le fonctionnement des corporations extractives, à construire des alliances avec d'autres communautés affectées, afin de se mobiliser plus efficacement contre la violence extractiviste des corporations.

6. Crise climatique et justice

6.1. Nous, peuples de l'océan, des eaux et de la pêche du monde, sommes en première ligne de la crise climatique, exposés à des événements météorologiques extrêmes tels que les bombes de pluie, les inondations, les sécheresses, les ouragans violents, l'élévation du niveau de la mer et l'érosion, qui menacent nos vies et affectent notre capacité à pêcher. Nos connaissances traditionnelles et nos relations avec nos territoires nous rendent particulièrement conscients des changements dans le comportement des animaux, les courants océaniques et les températures de l'eau, ainsi que de la perte de biodiversité. Cette destruction est le résultat direct de l'échec de nos gouvernements à changer leurs politiques et à réduire les émissions, causé par la concentration du pouvoir économique et politique entre les mains d'un petit nombre de corporations transnationales, leurs investisseurs et actionnaires. En même temps, nous subissons les effets dangereux des « fausses solutions » proposées par les corporations, qui promettent de répondre à la crise climatique, mais qui en réalité dépossèdent nos peuples pêcheurs de leurs territoires et sapent nos pratiques traditionnelles de gestion des océans, des eaux et des territoires.

6.2. Nos vies et nos moyens de subsistance sont en danger. Des personnes meurent dans nos territoires ou sont forcées de migrer et de chercher des travaux précaires. Les groupes



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

historiquement marginalisés de peuples pêcheurs, en particulier les femmes et les peuples autochtones, sont disproportionnellement affectés. Ces injustices sont à peine représentées dans les discussions nationales ou internationales, et les gouvernements reconnaissent rarement nos peuples pêcheurs comme parmi les plus touchés par la crise climatique.

6.3. Avec nos mouvements sociaux alliés, nous avons lutté à l'intérieur et à l'extérieur des Conférences des Parties (COP) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Notre expérience montre que les gouvernements offrent un espace aux mouvements lors de ces réunions uniquement pour cocher la case de la participation. Nos solutions et revendications sont ignorées par les gouvernements et corporations qui dominent les COP, tandis que les fausses solutions, qui nous mettent encore plus en danger et nous dépossèdent, sont largement soutenues. Ce schéma continue alors que nous tenons notre 8e Assemblée Générale au Brésil.

6.4. De nombreux « experts » et scientifiques – souvent financés par les corporations responsables de la catastrophe climatique – continuent de promouvoir des solutions basées sur des logiques capitalistes de marché. Nous rejetons les conseils et la « science » de ces prétendus experts. À la place, nous réaffirmons qu'en tant que gardiens traditionnels de nos océans, eaux et côtes, nous possédons les connaissances et la sagesse. Nous connaissons les problèmes sous-jacents et nous avons les solutions.

Le WFFP s'engage à :

6.5. Rejeter les fausses solutions climatiques telles que l'initiative 30x30 (aires marines protégées imposées d'en haut), le « carbone bleu », les compensations ou crédits de carbone et de biodiversité, les « autres méthodes de conservation fondées sur des zones efficaces » (OECM), la géo-ingénierie (promue dans le cadre de la CCNUCC), ainsi que l'aquaculture industrielle, la « conservation forteresse » et la financiarisation de la conservation. Nos océans et nos eaux ne sont pas à vendre. Nous exigeons la reconnaissance des droits traditionnels des pêcheurs.

6.6. Résister aux parcs éoliens massifs construits à travers le monde qui s'approprient nos eaux, territoires et zones de pêche au nom de l'« énergie verte », tout en suivant la même logique violente et extractiviste que les projets de combustibles fossiles. Nous continuerons à lutter contre les corporations et gouvernements qui promeuvent ces fausses solutions climatiques.

6.7. Dénoncer les grandes organisations environnementales qui promeuvent des fausses solutions climatiques tout en facilitant la criminalisation de nos peuples pêcheurs et de notre mode de vie



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

traditionnel. Parmi les plus influentes figurent : The Nature Conservancy, WWF, Conservation International, Flora and Fauna et Birdlife, qui font partie de l'Alliance Business for Nature. Ces organisations éco-fascistes portent la responsabilité de l'expropriation de nos peuples pêcheurs de leurs territoires et de la militarisation de nos océans et eaux, nous exposant à des violences accrues et à des violations des droits humains, y compris les assassinats de nos pêcheurs traditionnels.

6.8. Réaffirmer la nécessité de vraies solutions climatiques, proposées par nos peuples pêcheurs à travers le monde, incluant une élimination rapide des combustibles fossiles, l'abolition de la pêche industrielle (qui génère des émissions tout en détruisant les fonds marins) et la régénération de nos écosystèmes et territoires (y compris les écosystèmes inestimables de mangroves) grâce aux pratiques de pêche traditionnelles et artisanales, aux savoirs autochtones et aux modes de vie communautaires.

6.9. Appeler les gouvernements à fournir un soutien rapide et adéquat à tous les peuples pêcheurs touchés par la crise climatique, en priorisant des réponses qui nous permettent de rester dans nos territoires, de vivre dignement et de demeurer les gardiens de nos océans et rivières.

6.10. Mobiliser les forces avec les mouvements sociaux alliés lors de la COP des peuples qui se tiendra en parallèle à la COP30 au Brésil en 2030. Nous nous unissons avec nos alliés d'autres communautés, y compris les agriculteurs, éleveurs, pasteurs, migrants, sans-terre, mouvements autochtones, producteurs alimentaires, mouvements féministes et de femmes, et autres peuples politiquement alignés.

6.11. Continuer à documenter et mettre en évidence les impacts subis par les peuples pêcheurs en raison de la crise climatique et développer des solutions à travers l'engagement avec nos communautés locales.

6.12. Militer du niveau local au niveau international pour dénoncer les fausses solutions et résister à l'accaparement de nos territoires, même lorsque cela est justifié par des affirmations frauduleuses « vertes » ou « bleues ». Nous résistons à la marchandisation de nos océans, eaux et côtes. Nous sommes les océans, nous sommes les eaux, nous sommes les peuples !

6.13. Le comité de coordination du WFFP explorera les possibilités de développer des rapports globaux sur l'agenda 30x30, les échanges dette-nature et d'autres questions abordées dans nos résolutions, afin d'assurer à nos membres un accès à des informations appropriées. Cela est nécessaire pour contrer les récits dominants et les fausses solutions auxquelles nous sommes



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

confrontés aujourd'hui. Nous explorerons des moyens de collaboration avec des organisations politiquement alignées pour atteindre cet objectif.

7. L'agenda 30x30 : Aires Marines Protégées et Conservation

7.1. L'objectif de conserver 30 % des océans (et des terres) d'ici 2030 – connu sous le nom de 30x30 et approuvé par la Convention des Nations Unies sur la biodiversité dans le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal en 2023 – représente une menace pour les pêcheurs traditionnels. Cette approche descendante a été promue par de grandes ONG environnementales, notamment The Nature Conservancy, WWF, Wildlife Conservation Society, Conservation International et Oceana, lors de forums internationaux tels que les COP sur le climat et la Convention sur la biodiversité biologique (CDB).

7.2. Bien que cet objectif déclare que la conservation doit reconnaître les territoires autochtones et traditionnels, dans la pratique, les Aires Marines Protégées (AMP) sont utilisées comme outils pour marchandiser la nature, déposséder les peuples pêcheurs et s'appropriier leurs territoires traditionnels. L'agenda 30x30, y compris les « Autres Mesures Efficaces de Conservation » (OECM), accroît la financiarisation de la conservation, transférant le contrôle politique des territoires aux ONG environnementales et menaçant l'autonomie politique et les droits coutumiers des peuples pêcheurs. Bien que cela ne soit pas une nécessité, les AMP aujourd'hui sont généralement une forme de « conservation forteresse » qui exclut, cible et criminalise les pêcheurs traditionnels.

7.3. Le WFFP rejette la conservation forteresse descendante, y compris les AMP qui excluent les pêcheurs traditionnels et artisanaux. Le véritable moteur de la destruction environnementale est le modèle capitaliste d'expansion économique et d'extractivisme, et non nos pratiques de subsistance. La conservation forteresse est une forme d'éco-fascisme profondément liée au colonialisme et à l'apartheid, basée sur la séparation violente des populations et de la nature.

7.4. Le WFFP dénonce les AMP, et toute autre initiative de conservation, qui soumettent les peuples pêcheurs traditionnels à des violences armées, au harcèlement et à la violence des gardes-parcs, ainsi qu'à la militarisation des terres, côtes, eaux et océans. Nous exigeons l'arrêt de ces violences, de cette politique de mort et des assassinats de nos peuples pêcheurs !

7.5. Le WFFP rejette les solutions basées sur le marché qui privatisent nos territoires et les convertissent en sources de profit pour les corporations. Nos territoires ne sont pas à vendre !



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP) Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

7.6. Le WFFP reconnaît le rôle des peuples pêcheurs comme gardiens traditionnels des territoires océaniques et fluviaux. Les pêcheurs savent mieux que quiconque que nous devons protéger et conserver les écosystèmes et les territoires, et nous savons comment le faire. Les initiatives de conservation qui restreignent l'accès et le contrôle des territoires de pêche traditionnels et sapent les connaissances et modes de vie des peuples pêcheurs ne peuvent sauver notre planète. Les peuples pêcheurs ont utilisé et continuent d'utiliser de nombreux outils juridiques et politiques pour défendre leurs territoires et leurs modes de vie, y compris les aires marines protégées (AMP) dirigées par les communautés dans des contextes spécifiques. Cependant, la justice environnementale dépend de l'autonomie locale, d'une gestion centrée sur les populations et de la participation démocratique des peuples pêcheurs à la protection et à la régénération de leurs territoires. Nous sommes les océans, nous sommes les eaux, nous sommes les peuples – il ne peut y avoir de conservation environnementale sans nous.

7.7. Les membres du WFFP, y compris les peuples autochtones, ont été impliqués dans d'innombrables efforts de conservation au cours des dernières décennies, y compris la création de zones/territoires de conservation ressemblant à des AMP dirigées par les populations. De nombreux exemples à travers le monde montrent que les peuples pêcheurs, en collaboration avec les gouvernements locaux et/ou nationaux, ont formé et géré de telles zones marines. Ces zones de conservation servent nos intérêts et contribuent à une conservation efficace de la nature, sans interférence ni contrôle d'agences étrangères telles que les ONG environnementales mentionnées ci-dessus (6.7 et 7.1).

7.8. Le WFFP appelle à la participation pleine, effective et démocratique des peuples pêcheurs au développement et à la mise en œuvre de toute initiative de conservation les concernant. Les droits traditionnels et coutumiers des pêcheurs, y compris le droit au consentement libre, préalable et éclairé pour les communautés autochtones, doivent être intégrés dans tous les projets de conservation.

7.9. Le WFFP dénonce l'influence croissante des ONG environnementales dans les territoires des peuples pêcheurs. Les peuples de l'océan, de l'eau et de la pêche possèdent les connaissances et la sagesse nécessaires pour gérer leurs propres territoires. Les gouvernements et les institutions internationales devraient soutenir cela plutôt que de le saper en confiant l'autorité à des acteurs lointains. Les gouvernements doivent investir dans des organes internationaux légitimes comme le HCDH et la FAO, plutôt que de laisser la finance privée façonner les agendas d'action. Nous exigeons des comptes de nos gouvernements légitimes dans tous les processus nationaux et internationaux,



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

plutôt qu'une gouvernance occulte par les corporations, les ONG environnementales et d'autres acteurs privés.

Le WFFP s'engage à :

7.10. Continuer à plaider, aux niveaux national et international, contre la conservation forteresse, les AMP exclusionnaires et les mesures descendantes, et pour une gestion centrée sur les populations, défendant les connaissances, les droits et les territoires des peuples de l'océan et de l'eau.

7.11. Produire des supports accessibles et lancer une campagne mondiale contre l'agenda 30x30.

8. Les échanges dette-nature

8.1. Ces dernières années, la plus grande organisation de conservation du monde, The Nature Conservancy (TNC), a conclu une série « d'échanges dette-nature » aux Seychelles, au Belize, en Équateur et à la Barbade, et est en train de négocier des accords dans d'autres pays, dont l'Indonésie, l'Afrique du Sud, la Namibie et l'Angola. Ces accords sont accompagnés de conditions pour les pays endettés et visent à élargir l'agenda 30x30, les projets de carbone bleu, les réformes de privatisation de la pêche et la planification de l'espace marin.

8.2. Les échanges dette-nature sont négociés à huis clos et le public ne connaît leurs conditions qu'après leur signature. De cette façon, le débat public est contourné, minant de manière flagrante la démocratie et empêchant complètement les peuples pêcheurs d'avoir leur mot à dire sur la façon de contrôler leurs propres territoires et ressources. Bien que The Nature Conservancy soit le plus grand acteur parmi les organisations internationales de conservation aujourd'hui, d'autres suivent la même trajectoire.

Le WFFP s'engage à :

8.3. Le WFFP rejette les échanges dette-nature et dénonce les organisations éco-fascistes de conservation et autres sociétés de conseil et de financement à l'origine de cette nouvelle vague d'accords de restructuration de la dette.

8.4. Le WFFP insiste sur l'abolition de la dette souveraine illégitime.



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

8.5. Le WFFP collaborera avec ses alliés pour effectuer davantage d'analyses et de documentation sur les échanges dette-nature, dans le but d'informer tous nos membres sur les menaces de ces accords et de mobiliser des forces pour empêcher la conclusion de tout nouvel accord.

9. La Conférence des Nations unies sur l'Océan (UNOC)

9.1. La troisième Conférence des Nations unies sur l'Océan (UNOC) en 2025, accueillie par le Costa Rica et la France, fonctionne à travers une structure de gouvernance antidémocratique basée sur un « partenariat égal » entre les entreprises, les États et les ONG environnementales. Cette idée a pris de l'ampleur depuis l'adoption de l'Agenda 21 en 1992 au Brésil, qui a déclaré que : « Les gouvernements, les entreprises et l'industrie, y compris les sociétés transnationales, doivent renforcer les partenariats pour mettre en œuvre les principes et critères du développement durable ». Cette forme de gouvernance contraste fortement avec les organes démocratiques des Nations unies, tels que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Comité des pêches, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale et le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, où les gouvernements fixent l'ordre du jour, mènent des négociations et prennent des décisions sans implication directe des entreprises. L'UNOC, au contraire, ressemble à un lieu de style Forum économique mondial où les PDG, les ONG internationales de conservation et les donateurs contrôlent à la fois l'ordre du jour, les termes de référence et les conférenciers.

9.2. Les principaux résultats de l'UNOC comprennent une déclaration de conférence non contraignante et un torrent d'engagements volontaires des acteurs participants, pour lesquels l'ONU a admis qu'il n'y avait pas de suivi systématique. Elle renforce le consensus sur l'ODD14, « les aliments bleus » et l'aquaculture industrielle, « l'économie bleue durable » et le Cadre mondial pour la biodiversité. En outre, l'UNOC sert d'espace pour les PDG et les cadres supérieurs des sociétés transnationales pour rencontrer des responsables gouvernementaux et des ministres dans la poursuite de nouveaux accords commerciaux.

9.3. En tant que peuples pêcheurs, nous avons été invités à participer aux deux dernières Conférences des Nations unies sur l'Océan selon les termes et l'ordre du jour fixés par les organisateurs. Cependant, à l'UNOC nous ne sommes pas libres de soulever nos propres problèmes et préoccupations. De nombreux acteurs (y compris les gouvernements, les organes des Nations Unies, les donateurs philanthropiques et les ONG internationales de conservation) ont leurs propres intérêts à inviter nos peuples pêcheurs à participer. Pour certains, cela se résume à une croyance



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

dans la rhétorique de la « participation » sans aucune analyse des déséquilibres de pouvoir. Qui fixe les ordres du jour, qui décide et qu'est-ce qui est décidé ? Pour d'autres, il s'agit de cocher la case de la participation et « d'assurer une prise de décision sensible, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux », comme indiqué dans l'ODD 16.

9.4. Les mouvements sociaux (représentant des peuples de différents secteurs, pays et régions) sont divisés sur le choix tactique d'engager ou de désengager les UNOC et les espaces similaires. Le fait que certains représentants des mouvements sociaux soient « choisis », se voient offrir des ressources pour participer et, dans certains cas, reçoivent un « siège » dans des interventions dites de haut niveau, conduit à des divisions et des tensions entre les groupes et au sein des mouvements. Ces tactiques de « diviser pour régner » font partie du paquet lorsque des acteurs influents invitent les pêcheurs et pêcheuses à participer à l'UNOC.

9.5. Basé sur une analyse semblable à ce qui précède et sur une perspective selon laquelle la participation ne sert qu'à légitimer l'espace antidémocratique de l'UNOC, le WFFP l'a boycottée en 2017 et a organisé un contre-événement en 2022 (Conférence des peuples des océans, <http://blueeconomytribunal.org/c-op-home/>).

Le WFFP s'engage à :

9.6. Organiser un contre-événement à l'UNOC en France en 2025, en s'appuyant sur les expériences et les leçons du contre-événement en 2022.

9.7. Reconnaisant les divers points de vue des membres sur l'engagement ou le désengagement de l'UNOC, le Comité de coordination du WFFP publiera une déclaration politique forte affirmant notre position et notre stratégie de participation en tant que mouvement mondial des peuples pêcheurs.

10. La criminalisation, militarisation et violence :

10.1. Nos peuples pêcheurs sont soumis à la violence, à la criminalisation et à la militarisation. Beaucoup de nos communautés de pêcheurs et pêcheuses sont exclues de nos territoires traditionnels et privées de nos droits coutumiers. Lorsque nous résistons ou défendons nos droits, nous sommes souvent soumis à la violence perpétrée par la police, les forces militaires et paramilitaires, et les organisations de sécurité privées et commerciales. Dans de nombreux endroits, on se confronte également à la violence de gangs illégaux, de narcotrafiquants et d'agents d'entreprises corrompues. Les femmes sont par ailleurs victimes de violences sexistes et les



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

personnes en déplacement à cause de migrations forcées ou économiques, ainsi que de catastrophes climatiques, peuvent être particulièrement vulnérables. En outre, de nombreux peuples pêcheurs sont « pris entre deux feux » en raison de conflits armés dans leurs territoires de pêche traditionnels, tout en subissant les impacts sociaux dévastateurs de la militarisation, de la judiciarisation et de l'incarcération.

10.2. Le WFFP dénonce toute criminalisation des peuples pêcheurs, y compris celle associée aux zones de conservation et aux AMP gérées de façon descendante, à l'aquaculture industrielle, à la privatisation côtière liée au tourisme, aux zones économiques exclusives et aux industries extractives.

10.3. Le WFFP dénonce la militarisation croissante qui menace la vie de nos peuples pêcheurs dans les régions frontalières et les zones de conflit, les soumettant à la violence, avec des cas de fusillades, d'arrestations injustes et de taux grandissants d'emprisonnement sans procès lorsque nous tentons d'accéder à nos zones de pêche traditionnelles et de commercialiser nos prises. Nous dénonçons la militarisation progressive de la mer des Philippines occidentale, qui expose nos peuples pêcheurs à des violences et des risques.

10.4. Nous appelons les gouvernements du monde à veiller à ce que leurs forces militaires et de police reconnaissent leur obligation principale de protéger les droits humains et non la propriété des entreprises, s'engageant à protéger nos peuples et communautés de pêcheurs et pêcheuses, nos engins et outils de pêche, plutôt que de nous persécuter ou de nous criminaliser. Les gouvernements doivent se conformer aux obligations internationales en matière de droits humains, y compris le droit de ne pas être soumis à une détention arbitraire.

10.5. Nous soutenons le droit à l'autodétermination de tous les peuples vivant sous occupation.

10.6. Nous dénonçons toutes les violences sexistes et envers les femmes, y compris les femmes autochtones qui sont touchées de manière disproportionnée par la violence militarisée et privée. Nous dénonçons le féminicide, la disparition et le harcèlement des femmes autochtones.

Le WFFP s'engage à :

10.7. Le WFFP continuera à dialoguer avec le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, ainsi qu'avec ses rapporteurs spéciaux sur des sujets pertinents, afin de dénoncer plus efficacement,



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

d'exiger des enquêtes et d'attirer l'attention sur les violations des droits humains de nos peuples pêcheurs.

10.8. Le WFFP continuera d'enquêter, de documenter et de dénoncer toute violence et criminalisation contre les peuples pêcheurs. Le WFFP utilisera les Tribunaux des peuples des océans, des eaux et de la pêche, ainsi que d'autres moyens d'enquête et de documentation, pour rechercher la justice et contrer la militarisation, la criminalisation et la judiciarisation en cours de nos peuples pêcheurs.

11. La Palestine

11.1. Nous, les peuples pêcheurs du monde unis au sein du WFFP, sommes consternés par le génocide en cours contre les pêcheurs et pêcheuses à Gaza et la population palestinienne dans son ensemble. Nous reconnaissons que la souveraineté alimentaire et le droit à l'autodétermination sont étroitement liés. Nous, qui gagnons notre vie de la rivière à la mer, reconnaissons que les Palestiniens de Gaza n'ont pas besoin de mots, ils ont besoin d'action de la part de ceux qui croient encore en l'égalité et la liberté pour tous. Ils n'ont pas besoin de notre sympathie, mais d'une véritable solidarité transnationale enracinée dans notre lutte commune pour l'humanité et la justice, afin de mettre fin au génocide et de laisser vivre Gaza et son peuple.

Le WFFP s'engage à :

11.2. Condamner le génocide du peuple palestinien et demander son arrêt immédiat dans toutes les plateformes d'action du WFFP.

11.3. Soutenir le travail pour demander la pleine responsabilité des auteurs de ces crimes odieux en vertu du droit international.

11.4. Soutenir les Palestiniens et leur droit à l'autodétermination pour un État indépendant de Palestine.

11.5. Soutenir la reconstruction de Gaza à travers un soutien direct aux membres du WFFP et aux pêcheurs et pêcheuses de Gaza.

11.6. Refuser le récit hégémonique dominant et soutenir tous les efforts de sensibilisation autour de la Palestine, de son peuple et de son histoire.



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP) Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

12. Les Tribunaux des peuples des océans, des eaux et de la pêche

12.1. Les vagues de mobilisation menées par les Tribunaux des peuples des océans, des eaux et de la pêche, qui ont eu lieu au Sri Lanka, en Inde, au Bangladesh, en Thaïlande, en Indonésie, au Brésil et récemment en Afrique du Sud, sont de puissants forums de justice organisés par les membres du WFFP pour témoigner et documenter les expériences de violations des droits humains subies par nos communautés de pêcheurs et pêcheuses traditionnelles. Les tribunaux sont utilisés par les membres du WFFP afin d'exiger des actions politiques, sensibiliser aux menaces et renforcer la solidarité nationale, régionale et internationale pour revendiquer la protection des droits des peuples pêcheurs.

12.2. Bien que les verdicts des Tribunaux des peuples des océans, des eaux et de la pêche ne soient pas juridiquement contraignants, ils ont joué un rôle politique et symbolique en dénonçant l'échec des États et des organes internationaux des droits humains à garantir l'accès à la justice et la protection des droits des communautés de pêcheurs et pêcheuses traditionnelles. De l'accent mis sur l'économie bleue dans l'océan Indien à un tribunal populaire permanent sur l'économie des océans et les peuples des eaux au Brésil, en passant par un tribunal des peuples pêcheurs en Afrique du Sud, chacun des Tribunaux des peuples des océans, des eaux et de la pêche a impliqué des mobilisations massives. Les tribunaux ont émergé comme une plateforme pour contrer les récits dominants qui minimisent les défis auxquels sont confrontés les peuples pêcheurs et pour s'assurer que leurs voix et leurs articulations seraient au cœur des discussions lors des audiences, des délibérations du jury et des événements post-tribunaux associés. Les tribunaux ont révélé des luttes communes, tissant des filets de solidarité et amplifiant les discussions et les débats au sein du mouvement sur les stratégies politiques clés. Un rapport sur ses principales conclusions, élaboré par le WFFP et l'Institut transnational (TNI), a déjà servi en tant qu'un puissant outil de plaidoyer lors du Sommet sur la pêche artisanale de 2024 et de la réunion du COFI.

Le WFFP s'engage à :

12.3. Le WFFP, avec ses alliés et ses soutiens, rédigera un rapport méthodologique pour offrir des conseils et des orientations à ses associations membres intéressées à poursuivre le processus d'organisation des tribunaux dans leurs régions et pays.

12.4. Le WFFP encourage tous ses membres à utiliser le Rapport des tribunaux, qui a déjà été traduit en anglais, français, espagnol et portugais, dans les espaces pertinents de plaidoyer, afin de mettre en évidence les violations des droits de l'homme et d'autres questions soulignées par le rapport.



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

Cette ressource est mise librement à la disposition de tous les membres pour qu'ils l'adaptent, l'impriment et la distribuent comme bon leur semble.

12.5. Le WFFP fera campagne et se mobilisera pour un Tribunal international des peuples des océans, des eaux et de la pêche dans le cadre de sa prochaine Assemblée générale, en cherchant à exiger à l'échelle mondiale l'arrêt de la destruction, de la violence et la protection des identités, des territoires et des modes de vie des peuples pêcheurs.

13. La formation politique

13.1. Le WFFP, en tant que mouvement transnational de pêcheurs et pêcheuses, rassemble des peuples pêcheurs de toutes les cultures et régions pour renforcer notre pouvoir politique et défendre nos droits, nos territoires, nos vies et nos moyens de subsistance. Il s'agit d'un travail politique compliqué qui nécessite de faire face à des structures de pouvoir enracinées et à des dynamiques politiques qui évoluent rapidement aux niveaux local, national et international. Par conséquent, il existe un besoin important de processus continus de formation politique et d'éducation parmi les membres du WFFP, renforçant mutuellement nos analyses, compréhensions et pratiques, et assurant des échanges intergénérationnels et interrégionaux.

Le WFFP s'engage à :

13.2. Veiller à ce que la participation au Comité de coordination (CC) offre aux membres du CC la possibilité de continuer à développer leur expertise et leurs compétences politiques grâce à des formations politiques ciblées.

13.3. Continuer à développer des espaces d'échanges interrégionaux et intergénérationnels, tels que des webinaires, des formations et des réunions en présentiel.

13.4. En collaboration avec nos principaux alliés, continuer à développer des publications accessibles sur des sujets clés d'intérêt politique tels que la plupart de ceux mentionnés dans ces résolutions.

13.5. Le CC établira un groupe de travail sur la formation politique, avec une forte participation des délégués de la jeunesse, afin d'identifier les opportunités et les priorités pour ces formations.

14. Les peuples autochtones



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP) Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

14.1. Le WFFP reconnaît la [Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones](#) qui inclut tous les pêcheurs et pêcheuses autochtones du monde entier et s'engage à ne pas reproduire les mêmes structures impérialistes qui existent au sein des institutions auxquelles nos mouvements sont confrontés. Aujourd'hui, il existe des institutions et des organisations qui utilisent les peuples autochtones comme leur « enfant modèle » pour leurs fausses solutions à la crise climatique afin d'obtenir des fonds et des ressources, affirmant que ceux-ci sont destinés aux communautés autochtones. La réalité est que trop souvent ces ressources recueillies au nom des peuples autochtones se répercutent rarement sur ces mêmes communautés ou contribuent à réduire leurs souffrances. Au contraire, en vérité, les peuples autochtones sont encore plus lésés parce que cela retarde de réelles solutions et un vrai leadership de ces communautés dans des espaces où notre avenir est discuté sans nous.

14.2. Le WFFP reconnaît que nos peuples autochtones sont ceux qui souffrent le plus du capitalisme et de l'impérialisme. Les gouvernements ont séparé la terre de la mer par le biais de réformes politiques et de projets de développement, mais les peuples autochtones coexistent avec la nature et la protection de nos écosystèmes depuis des temps immémoriaux. Pour les peuples autochtones, la terre et la mer sont intrinsèquement liées. Il n'est pas surprenant que les territoires autochtones englobent souvent les plus hauts niveaux de biodiversité au monde.

14.3. Aujourd'hui, les peuples autochtones deviennent des « réfugiés de la conservation », déplacés de leurs propres terres et lieux de pêche au nom de la conservation par des personnes, organisations et entreprises qui prétendent se soucier de l'environnement et considèrent les peuples autochtones comme distincts de la nature. Ce fait est complètement inacceptable et nous rejetons les fausses solutions comme les « Blue Bonds » et l'agenda « 30x30 ». Comme souligné dans la résolution 7.7, les peuples autochtones présentent leurs propres propositions pour la conservation de la nature. Elles doivent être reconnues comme des solutions réelles.

WFFP s'engage à :

14.4. Le WFFP soutient les peuples autochtones en tenant les institutions responsables de leurs engagements envers nos pêcheurs et pêcheuses autochtones, notamment en exigeant qu'ils soient impliqués dans la prise de décision au sein des organismes de réglementation de la pêche (nationaux et internationaux) et en demandant des réparations financières.



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

14.5. Le WFFP assurera l'implication et la participation de nos peuples autochtones dans la prise de décision au sein de notre mouvement. Les savoirs et les pratiques de pêche des peuples autochtones sont au cœur de notre vision de l'avenir collectif.

14.6. Le WFFP s'engage à apporter une éducation basée sur les savoirs autochtones aux jeunes et à ses membres, afin que cette compréhension inhérente de l'interconnexion entre les espèces et les écosystèmes reste forte pour les générations à venir. La transmission des savoirs et de la sagesse des anciens à nos jeunes est essentielle dans la lutte contre l'effacement des connaissances autochtones et la protection de nos océans, eaux intérieures, côtes et mangroves. Les peuples autochtones sont nos experts en conservation et les mieux placés pour diriger et mettre en œuvre des stratégies d'atténuation du climat, éclairées par leurs savoirs écologiques traditionnels et leur lien ancestral et continu avec les eaux, les espaces et les espèces de leurs territoires.

15. La pêche continentale

15.1. Les rivières, élément vital des écosystèmes et des communautés, font l'objet d'assauts incessants. Plus de la moitié des rivières du monde sont maintenant confrontées à une baisse de leurs niveaux d'eau et seize grands fleuves s'assèchent en raison du changement climatique, de la pollution, de la construction de barrages, de l'interconnexion de rivières, de l'aquaculture et d'activités industrielles non contrôlées.

15.2. Les lacs sont soumis à des menaces similaires, mais subissent également une hausse de la température de l'eau qui affecte gravement la vie aquatique. De nombreux lacs présentent une baisse de leurs niveaux d'eau tandis que d'autres, comme le lac Turkana au Kenya, connaissent des élévations drastiques régulières de leurs niveaux d'eau.

15.3 Les rivières et les lacs sont intrinsèquement liés à la mer. La destruction des rivières affecte négativement les écosystèmes d'estuaire et côtiers, avec des impacts socioculturels dévastateurs qui menacent notre mode de vie traditionnel en tant que pêcheurs et pêcheuses. À cela s'ajoutent l'accaparement et la location de nos eaux intérieures pour l'aquaculture industrielle et la construction de barrages, entre autres initiatives qui détruisent et polluent nos territoires de pêche, déplaçant nos peuples pêcheurs. La pollution transportée depuis l'amont tue la vie marine et empêche la reproduction de nombreuses espèces de poissons et crustacés. La construction de barrages empêche les poissons (par exemple, le saumon) de migrer et se reproduire.



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP) Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

15.4. La dégradation catastrophique des rivières et des lacs entraîne une perte de biodiversité, déplace nos communautés de pêcheurs et pêcheuses, menace nos vies et les moyens de subsistance de centaines de millions de personnes vivant de la pêche continentale qui dépendent de ces eaux.

15.5. Les gouvernements du monde entier donnent la priorité à l'économie bleue, privilégiant les intérêts des entreprises et du secteur privé en détriment des moyens de subsistance des communautés. Partout dans le monde, des rivières et des lacs ont été privatisés ou détournés, déplaçant d'innombrables pêcheurs et pêcheuses tout en faisant taire leurs voix.

15.6. Le rôle des femmes dans la pêche continentale, notamment dans la transformation et le commerce du poisson, est de plus en plus compromis à mesure que les ressources halieutiques diminuent et que les territoires intérieurs sont appropriés par les entreprises, les acteurs privés et les gouvernements pour céder la place au soi-disant développement économique. La construction de routes, de barrages, de parcs éoliens et d'autres projets d'infrastructure sont parmi les principaux moteurs de l'expropriation de millions de personnes sous la bannière d'une économie bleue durable.

15.7. Nous réitérons notre opposition à l'économie bleue et aux termes similaires qui sapent continuellement nos droits humains. Nous résistons à ce blue washing.

Le WFFP s'engage à :

15.8. La pêche continentale doit être explicitement reconnue dans les cadres nationaux et internationaux, en veillant à leur inclusion dans les politiques et en abordant la souveraineté alimentaire, l'adaptation climatique et la restauration écologique. Le WFFP accordera la priorité à la pêche continentale dans ses espaces et processus d'engagement intergouvernementaux, notamment les organes des Nations unies, en mettant particulièrement l'accent sur le changement climatique.

15.9. Le WFFP plaidera en faveur d'une gestion durable et communautaire des ressources et fera progresser les initiatives de restauration menées par les communautés, telles que le reboisement des mangroves, la réhabilitation des écosystèmes et la restauration de nos droits sociaux et culturels.

15.10. Fortifier les peuples pêcheurs continentaux par le renforcement de leurs capacités, la mobilisation des communautés de base et le plaidoyer pour une gouvernance locale, en mettant l'accent sur la reconnaissance et le soutien du rôle essentiel des femmes dans la production et la reproduction de la pêche continentale et des modes de vie.



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP) Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

15.11. Tenir les gouvernements et les entreprises responsables de la pollution, de la destruction de l'habitat et du déplacement des communautés. Exiger le respect des obligations en matière de droits humains et des réparations pour les communautés affectées.

15.12. Le WFFP renforcera le Groupe de travail sur la pêche continentale, afin d'améliorer la coordination, faciliter le partage des savoirs et plaider en faveur de réformes politiques significatives. En collaboration avec ses principaux alliés, le WFFP mènera des recherches sur la pêche continentale, en mettant l'accent sur la collecte et la documentation de nos propres informations et récits. Une étude des lois qui protègent la nature et la pêche continentale doit également être menée. Dans le contexte du changement climatique, nos savoirs traditionnels en matière de pêche continentale doivent être intégrés dans les politiques de pêche à tous les niveaux. Le Groupe de travail sur la pêche continentale sera coordonné par un membre de la pêche continentale.

16. L'Assemblée des jeunes

16.1. Les jeunes pêcheurs et pêcheuses sont exclus des rôles de leadership et des processus de prise de décision au sein de la communauté et aussi en dehors du secteur de la pêche. Cette exclusion fait taire nos points de vue et laisse des problèmes critiques sans réponse.

16.2. Les luttes et les stigmates socioculturels associés à la pêche ont poussé beaucoup de nos jeunes issus des peuples pêcheurs à aller vers des opportunités d'emploi précaires loin de leurs territoires de pêche, les conduisant souvent à la migration vers de zones urbaines ou d'autres pays, où ils sont devenus des migrants par défaut, non pas leur propre choix. Cette migration menace notre patrimoine et notre culture, diminue le travail et les savoirs de base au sein des communautés et met en danger leur viabilité à long terme. Nos jeunes sont confrontés à des défis majeurs associés à la perte des modes de vie traditionnels, ce qui entraîne des problèmes de santé mentale, ainsi qu'une augmentation des addictions et de la violence, avec des impacts inégaux sur les filles et les femmes. Le manque d'incitations économiques et de soutien social dans le secteur de la pêche pour les jeunes issus des peuples pêcheurs exacerbe ce phénomène.

Le WFFP s'engage à :

16.3. Dans ce contexte, l'Assemblée des jeunes du WFFP a convenu de l'importance de former un Groupe de travail des jeunes (GTJ). Pour organiser le GTJ, un groupe de coordination composé d'un



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

jeune représentant chacune des quatre régions du WFFP sera formé. L'Assemblée des jeunes proposera des noms pour le groupe de coordination du GTJ.

16.4. Organiser des formations pour les jeunes pêcheurs et pêcheuses sur l'utilisation des instruments des droits humains, tels que les directives sur la pêche artisanale (SSF Guidelines), l'UNDROP et d'autres mécanismes des Nations unies, afin de faire progresser les luttes des jeunes dans les communautés de pêcheurs et pêcheuses.

16.5. Développer des écoles d'éducation politique pour renforcer la compréhension et l'action collective parmi les jeunes de nos peuples pêcheurs. Le programme scolaire doit inclure des sujets autour de la pêche, de l'aquaculture et d'autres thématiques abordées dans ces résolutions.

16.6. Fournir des formations dans des domaines essentiels tels que la sécurité en mer et les droits juridiques, en collaboration avec les organisations de pêcheurs et pêcheuses, ainsi que d'autres institutions.

16.7. Plaider pour l'inclusion de la pêche traditionnelle dans les programmes scolaires, à l'instar de l'agriculture, afin de souligner son importance et susciter l'intérêt des élèves et de nos nouvelles générations de pêcheurs et pêcheuses.

16.8. Éduquer les jeunes de nos peuples pêcheurs et leurs familles sur le pouvoir et l'importance des droits fonciers coutumiers dans le but d'assurer leur revendication, leur protection et leur compréhension.

16.9. Organiser des ateliers qui utilisent l'art, comme le dessin, l'écriture de chansons, la poésie et la danse, pour connecter nos jeunes à la pêche et leur permettre d'exprimer leurs vécus, leurs luttes et leurs aspirations.

16.10. Explorer et utiliser des technologies qui peuvent renforcer les marchés locaux, rendant les modes de vie de la pêche plus durables et viables pour nos jeunes générations de pêcheurs et pêcheuses.

16.11. Identifier et partager les réussites des communautés de pêcheurs et pêcheuses afin d'inspirer et motiver les jeunes générations, grâce à la documentation et aux échanges de connaissances entre les jeunes pêcheurs et pêcheuses ainsi qu'aux échanges intergénérationnels et au mentorat.



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

16.12. Le WFFP modifiera sa constitution afin d'assurer l'inclusion d'au moins deux de nos représentants des jeunes au Comité de coordination. Le Comité de coordination formera un comité chargé de proposer un amendement autour cette question et de soumettre la constitution modifiée pour approbation à la 9^e Assemblée générale. Ce comité doit inclure au moins un représentant de la jeunesse nommé par le GTJ.

16.13. Le Comité de coordination du WFFP veillera à ce que des ressources suffisantes soient allouées au GTJ afin de mettre en œuvre les actions mentionnées précédemment.

17. L'Assemblée des femmes

17.1. Les femmes pêcheuses et les femmes cueilleuses de coquillages jouent un rôle historique dans la protection, la reproduction et le soin des modes de vie de la pêche. Elles ont subi des formes historiques et continues d'oppression, qui recourent des formes d'oppression racialisées, basées sur la caste, âgistes et validistes. Nous croyons en l'union de femmes de cultures et modes de vie de pêche divers pour ouvrir la voie à l'autonomisation de nos communautés de pêche traditionnelles.

17.2. Le WFFP appelle nos gouvernements à protéger la dignité et les droits des femmes pêcheuses et cueilleuses de coquillages partout dans le monde, notamment le droit à l'éducation et à la sécurité sociale (santé, retraite, soins, soutien aux personnes handicapées). Les droits des femmes sont les droits des peuples pêcheurs et les droits humains.

17.3. Le WFFP affirme que les « femmes pêcheuses » et les « femmes cueilleuses de coquillages » font partie intégrante de notre mouvement mondial. Nous avons pour objectif de garantir que leurs identités et leurs luttes soient reconnues et incluses dans toutes nos communications et d'assurer l'utilisation d'un langage tenant compte du genre.

17.4. Le WFFP et ses organisations membres rejettent toutes les formes de violence et de discrimination sexistes au sein et en dehors de nos communautés. Nous visons à reconnaître et à soutenir les représentantes des pêcheuses qui luttent contre le patriarcat et mobilisent la souveraineté alimentaire au sein de nos communautés, organisations et mouvements des pêcheurs et pêcheuses ainsi que dans tous les forums régionaux et mondiaux.

Le WFFP s'engage à :



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP) Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

17.5. Le WFFP affirme l'importance vitale de garantir la sécurité et le respect de ses représentantes dans tous ses espaces et s'efforcera de réaliser le principe de parité à tous les niveaux de prise de décision au sein du mouvement et de ses organisations membres.

17.6. Le WFFP continuera à soutenir l'Assemblée des femmes ; veillera à ce que l'Assemblée des femmes ait lieu à chaque Assemblée générale et soutiendra l'organisation des Assemblées des femmes pêcheuses dans tous ses forums régionaux.

17.7. Le WFFP déclare le 5 novembre comme la Journée internationale des femmes pêcheuses et organisera chaque année des campagnes d'action pour célébrer cette journée.

17.8. Le WFFP, sous la direction du Groupe de travail des femmes, lancera une campagne mondiale dans le cadre de « Reclaiming the Waters, Reimagining Earth Future » (« Se réappropriier les eaux, réinventer le futur de la planète »), un programme de sensibilisation pour tous les pays membres qui remettra en question les différents projets de l'économie bleue, du pétrole et du gaz, des projets thermiques et des projets d'exploitation minière côtière et océanique.

17.9. Le WFFP s'engage à lutter contre les violences sexistes au sein et en dehors du mouvement, à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique et d'une stratégie d'égalité de genre contre la discrimination, le harcèlement et les abus sexuels des femmes.

17.10. Le WFFP affirme son engagement envers les luttes des femmes et les féminismes populaires des pêcheuses, essentiels pour la souveraineté alimentaire, reconnaissant qu'il n'y a pas de libération des peuples pêcheurs sans la libération des femmes pêcheuses !

18. Le Forum mondial Nyéléni

18.1. Le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) est une coalition de mouvements mondiaux de souveraineté alimentaire représentant plus de 300 000 organisations de personnes dans le monde. Le WFFP est l'un des principaux mouvements mondiaux au sein du CIP et participe activement à sa coordination depuis deux décennies. En 2019, le CIP, avec la participation du WFFP, a lancé un processus vers un nouveau Forum mondial Nyéléni, qui aura lieu en septembre 2025 et qui fournira un espace pour construire des alliances et des convergences entre les mouvements mondiaux, notamment les mouvements féministes, antiracistes, autour de la santé des peuples, la justice climatique, l'abolition de la dette et d'autres mouvements internationaux clés.



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

Ce processus offre aux mouvements de base mondiaux l'occasion de renforcer leur pouvoir collectif et d'articuler des stratégies et des objectifs communs.

Le WFFP s'engage à :

18.2. Participer activement au processus Nyéléni, notamment en nommant des délégués pour le représenter au Forum mondial Nyéléni ; participer au comité de pilotage mondial ; participer aux groupes de travail Nyéléni, selon le cas.

18.3. Rechercher des opportunités dans l'espace et le processus Nyéléni pour construire de nouvelles alliances, coalitions et plans de travail collectifs avec des mouvements internationaux alignés aux niveaux national, régional et international.

18.4. Veiller à ce que les délégués qui participent au Forum mondial Nyéléni partagent les connaissances acquises dans cet espace au sein du WFFP, afin que l'ensemble de l'organisation et ses membres puissent bénéficier de ce processus et que des actions de suivi appropriées puissent être discutées.

19. Le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) et les Directives des Nations unies pour la pêche artisanale

19.1. Le CIP est une plateforme mondiale autonome et auto-organisée de petits producteurs alimentaires et d'organisations de travailleurs ruraux et de mouvements sociaux de base/communautaires qui plaide en faveur de la promotion de la souveraineté alimentaire aux niveaux mondial et régional. Le WFFP est l'un des membres actifs et éminents du CIP, faisant partie de son Comité de facilitation et son Comité des pêches. Le CIP représente plus de 6 000 organisations et 300 millions de petits producteurs alimentaires, qui partagent les principes et les 6 piliers de la souveraineté alimentaire tels que décrits dans la Déclaration de Nyéléni de 2007.

19.2. Le groupe de travail sur les pêches du CIP se compose de représentants du WFFP, du Conseil international des traités indiens, de La via Campesina et du Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche. Grâce à cette plateforme, nous engageons un dialogue et un débat avec des responsables gouvernementaux et intergouvernementaux au sein de la FAO et du Comité des pêches des Nations unies sur le processus de mise en œuvre des directives sur la pêche artisanale (SSF



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP) Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

guidelines) et davantage de sujets. À travers le CIP, nous avons réussi à établir des relations avec des responsables de la FAO qui continuent de soutenir notre travail.

19.3. Le CIP a formé des structures régionales (Amérique latine et Caraïbes, Afrique, Asie-Pacifique) sur la mise en œuvre des directives sur la pêche artisanale (SSF guidelines). Nous faisons partie de ces structures régionales appelées Groupes consultatifs régionaux.

19.4. La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) est une organisation régionale de gestion des pêches liée à la FAO. Avec 22 pays membres et l'UE, son objectif principal est d'assurer une gestion durable des ressources biologiques marines en Méditerranée et en mer Noire. Le WFFP ne siège pas encore à la CGPM.

19.5. Les directives sur la pêche artisanale (SSF guidelines) ont été approuvées en 2014. Bien qu'elles ne soient pas encore mises en œuvre (comme l'a conclu une étude mondiale en 2022), les directives sur la pêche artisanale (SSF guidelines) sont utilisées comme un instrument pour participer aux sessions biennuelles du COFI (Comité des pêches) et pour dialoguer avec les responsables de la FAO et le bureau du COFI pendant les périodes intersessions (entre les sessions du COFI). Avec le Conseil des droits de l'homme des Nations unies (résolution 20) et le Mécanisme de la Société Civile et des Peuples Autochtones (MSCPA) (résolution 21), le COFI et la FAO ressemblent à des organes des Nations unies démocratiquement structurés et il est crucial pour le WFFP de continuer à travailler avec et au sein de ces organes des Nations unies.

Le WFFP s'engage à :

19.6. Dans le cadre des pêches du CIP, participer activement à la période intersessions pour s'assurer que nos questions et priorités seront prises en compte dans l'établissement de l'ordre du jour de la prochaine session du COFI.

19.7. Désigner deux représentant/es de l'Europe pour prendre part au nom du WFFP à la CGPM.

19.8. Organiser des séances de partage d'informations et de formation pour comprendre les procédures et les structures de la FAO et du COFI. Cela s'applique à la fois aux représentant/es du WFFP auprès du CIP ainsi qu'à l'ensemble de sa base de membres.

19.9. Poursuivre la mise en œuvre des directives sur la pêche artisanale (SSF guidelines) d'une façon qui s'appuie sur la solidarité entre les groupes concernés. Sa mise en œuvre doit toujours être



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

défendue dans les pêches marines, continentales et autochtones, de manière à relier les efforts des membres du WFFP. Nous devons également explorer l'utilisation des directives foncières pour renforcer notre travail visant à protéger les droits des pêcheurs et pêcheuses et à consolider les alliances avec d'autres communautés dont les moyens de subsistance dépendent des ressources naturelles.

19.10. Les membres du WFFP doivent continuer à mener des évaluations au niveau national de la mise en œuvre des directives sur la pêche (SSF guidelines). Ce travail doit être soutenu et coordonné par les organismes régionaux des pêches du CIP.

20. Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies et la Déclaration des droits des paysans

20.1. Le WFFP a nommé deux représentant/es pour dialoguer avec le Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDH), afin d'assurer notre participation aux sessions intergouvernementales du CDH.

19.2. La Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDRDP) a été approuvée par le CDH en 2019. Le WFFP a joué un rôle déterminant pour garantir que les pêcheurs et pêcheuses ont pu participer au processus d'élaboration de cette déclaration avec La Via Campesina, qui l'a initié il y a plus de dix ans. La déclaration vise à protéger les droits des paysan/nes, des pêcheurs/euses, des agriculteurs/rices, des éleveurs/ses et d'autres groupes.

19.3. Le WFFP s'est également engagé avec succès avec le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation et a contribué au tout premier rapport des Nations unies sur les pêches, élaboré et présenté par le rapporteur spécial au CDH.

Le WFFP s'engage à :

19.4. Continuer à dialoguer avec les rapporteurs spéciaux des Nations unies afin de mettre nos questions à l'ordre du jour du UNHCR.

19.5. Continuer à participer aux processus du CDH, y compris les procédures spéciales et les organes conventionnels, dans le but de placer les questions relatives aux peuples pêcheurs au centre des processus de gouvernance mondiale des droits humains.



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

19.6. Nous continuerons à planifier et à organiser des événements parallèles lors des sessions du UNHCR avec FIAN International et d'autres alliés.

21. Le mécanisme de la société civile et des peuples autochtones

21.1. Les communautés de pêcheurs et pêcheuses du monde entier souffrent de malnutrition et d'insécurité alimentaire. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est un espace pertinent au sein des Nations unies qui développe des interventions mondiales qui pourraient être bénéfiques pour les pêcheurs et pêcheuses, à condition qu'il tienne compte des réalités auxquelles les communautés sont confrontées, notamment l'accaparement des océans, l'injustice climatique, les inégalités de genre et d'autres relations sociales. Le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSCPA) est une plateforme principalement destinée aux mouvements sociaux mondiaux et aux ONG de soutien qui souscrivent aux principes avancés par les mouvements sociaux, communément appelés dans cet espace de circonscriptions représentant les pêcheurs/ses, les paysan/nes, les femmes, les éleveurs/ses, etc., qui s'engagent dans les diverses branches du CSA (bureau, plénière, groupes de travail, etc.). Le WFFP estime que le MSCPA est un mécanisme approprié pour faire entendre la voix des pêcheurs et pêcheuses. Il a établi de bonnes relations avec d'autres mouvements sociaux dans cet espace.

Le WFFP s'engage à :

21.2. Continuer à participer activement aux sessions du CSA et coordonner la participation des pêcheurs et pêcheuses aux processus du MSCPA et du CSA.

21.3. Jouer un rôle proactif dans le processus d'élaboration d'une nouvelle politique des pêches du CSA. Ce processus devrait commencer à la session du CSA en 2027, mais ses travaux préparatoires auront lieu à partir de l'année prochaine. Le WFFP profitera de cette occasion pour poursuivre son programme, affirmer ses positions et contrer l'influence des acteurs du secteur privé qui feront également partie de ce processus.

22. Le Réseau-DESC

22.1. Le Réseau-DESC ou Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels est un réseau de plus de 250 ONG, mouvements sociaux et défenseurs des droits dans 75 pays qui travaille à la construction d'un mouvement mondial en faveur des droits humains et de la justice sociale pour tous. Les membres du Réseau-DESC travaillent sur plusieurs questions (les femmes et



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

les DESC, la responsabilité des entreprises, les litiges stratégiques, la politique économique, le suivi des DESC et des mouvements sociaux). Le Réseau-DESC coordonne également un système de solidarité (SOS), explorant le pouvoir collectif du réseau pour faire face aux menaces urgentes qui pèsent sur les défenseurs des droits humains. Ce réseau est un allié clé du WFFP. Ils prévoient de lancer une campagne pour construire un mouvement mondial sur les droits humains. Les points clés de la charte décrivant leur campagne se trouvent dans le document « Notre avenir commun » (Our Common Future) sur le site Web du Réseau-DESC. Nous proposons de nous engager avec eux pour participer au lancement et collaborer avec la campagne pour garantir les droits économiques, sociaux et culturels des communautés de pêcheurs et pêcheuses. Le CC facilitera cet engagement.

Le WFFP s'engage à :

22.2. Demander aux organisations membres de s'engager dans les diverses campagnes basées sur les groupes de travail du Réseau-DESC.

22.3. Inciter les organisations membres du WFFP à devenir membres du Réseau-DESC.

23. Le Forum des agriculteurs [FAFO]

23.1. Le Forum des agriculteurs, créé en 2005, est un processus continu et ascendant de consultation et dialogue entre les organisations de petits agriculteurs et producteurs ruraux du monde entier, ainsi que le Fonds international de développement agricole (FIDA) et nos États membres. Le FIDA, l'une des organisations basées à Rome, est une organisation de financement. Dans cet espace, le WFFP, le WFF et La Via Campesina ainsi que des organisations d'éleveurs/ses et de femmes sont présents. Le WFFP fait partie de son comité de pilotage depuis le début. Nous arrivons maintenant à un stade de régionalisation. Tous les deux ans, une rencontre est organisée à Rome, mais on essaie de minimiser actuellement les déplacements à Rome et on propose d'organiser des réunions en sous-groupes dans d'autres régions. Le WFFP fait à l'heure actuelle partie du groupe régional asiatique. Nous proposons que d'autres membres du WFFP participent aux autres processus régionaux. Le WFFP doit nommer des représentants de chacun de ses forums continentaux pour le faire et maintenir notre présence au niveau mondial avec le FIDA.

Le WFFP s'engage à :



WORLD FORUM OF FISHER PEOPLES(WFFP)

Forum mondial des populations de pêcheurs

International Secretariate: Secretary General, WFFP, National Fisheries Solidarity Movement
No:10, Malwatta Road, Negombo, Sri Lanka Ph: +94773184532 / +94312239750
Email: nafsosl@gmail.com or wffp.c.officer@gmail.com ; <https://wffp-web.org/>

23.2. Demander aux organisations membres du WFFP de participer et représenter son agenda politique à la réunion régionale/continentale du FIDA pour le FAFO.